

Observ'ER vous propose de découvrir les actualités du secteur de l'électrification rurale décentralisée par les énergies renouvelables.

FOCUS

Capitalisation sur les projets d'électrification rurale



L'Agence française de développement (AFD), le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et l'Ademe ont commandité une étude de capitalisation des expériences portant sur des projets d'accès à l'énergie hors réseau en Afrique,

portés par trois ONG (la Fondem, le Geres et le Gret) et trois opérateurs privés (Sagemcom, IED et Nanoé).

Trois questions à Grégoire Léna, responsable équipe projet de la division énergie à l'AFD.

En quoi a consisté ce travail de capitalisation des actions menées ?

Grégoire Léna : pour l'AFD et ses partenaires, le FFEM et l'Ademe, l'objectif de ce travail de capitalisation était de faire le point sur les savoir-faire acquis par les ONG françaises, que nous soutenons depuis de nombreuses années dans le domaine des miniréseaux d'électrification rurale. Par ailleurs, depuis quelques années, des acteurs privés sont entrés dans ce secteur, avec leurs propres modalités d'action, des capacités de financement importantes et des objectifs de rentabilité qu'il faut pouvoir ajuster aux réalités de terrain. Ils ont aussi apporté de l'innovation technique, avec le paiement mobile par exemple. Nous avons donc proposé à trois ONG et à trois acteurs privés de partager et de croiser leurs expériences en matière de projets d'électrification par miniréseaux. Les ONG ont travaillé ensemble pour observer les bonnes pratiques qu'elles adoptent et en tirer des recommandations. Nous avons accompagné les acteurs privés pour identifier les enjeux-clés auxquels ils doivent répondre, dans un marché structurellement peu rentable. Puis, nous avons organisé des rencontres croisées afin de partager les expériences et les solutions que ces différents acteurs ont su trouver et mettre en œuvre.

Quel est l'intérêt de cette démarche pour ces acteurs du secteur ?

G. L. : ce sont des acteurs qui interviennent de façon différente dans le même champ d'activité. Nous avons fait le pari que des synergies pourraient se dégager de cette capitalisation. Leurs savoir-faire sont complémentaires. Les

acteurs privés ont toujours besoin de profiter de compétences locales pour décrypter les enjeux très locaux et pour assurer la pérennité de leurs investissements. Les ONG ont la capacité de se déployer sur le terrain sur des durées longues, en prenant le temps de créer une relation étroite avec des partenaires locaux. Des collaborations sont donc tout à fait pertinentes pour être efficaces et pour que les projets soient durables.

L'enjeu de l'électrification, en Afrique notamment, est immense. Il s'agit d'apporter un service électrique aux 700 millions de personnes qui en sont privées actuellement, et faire face à une démographie en forte croissance. Nous cherchons collectivement à pouvoir changer d'échelle dans le développement de l'électrification. Tous les acteurs du secteur ont une pierre à apporter à cet édifice.

Quelles sont les principales leçons à tirer de ce travail ?

G. L. : les travaux de capitalisation ont notamment porté sur les modes opératoires des projets, sur la temporalité de leur préparation et de leur mise en œuvre, mais aussi sur le rôle des institutions publiques et des bailleurs de fonds. Des enseignements ont pu être tirés sur les bonnes pratiques pour agir dans des contextes réglementaires parfois rigides ou inaboutis. L'anticipation, la flexibilité et un dialogue approfondi au niveau local sont apparus comme des clés de succès pour le montage des projets. La stimulation du vivier local d'entrepreneurs et la formation des jeunes se révèlent essentielles au développement économique local et à la pérennité des infrastructures d'électrification.

Par ailleurs, l'appui au financement des équipements productifs, et des équipements d'usage pour les ménages par exemple, est aujourd'hui reconnu comme une nécessité pour maximiser les impacts des projets.

Enfin, les participants ont fait valoir qu'une meilleure flexibilité dans les procédures de sélection des projets par les organismes financeurs permettrait de favoriser les innovations dans les modes de faire, et dans les options techniques à disposition des bénéficiaires. Ce sont des leçons intéressantes pour l'AFD, qui cherche actuellement à mettre en place des projets plus efficaces, avec davantage d'impacts sur le terrain. ■

Retours d'expériences, recommandations et vidéos :
<https://bit.ly/310Hsxw>

Rénovation de l'habitat en Mongolie



À Oulan-Bator en Mongolie, l'importante pollution a conduit de nombreux ménages à s'installer dans la périphérie. Le projet "Switch Off Air Pollution", issu de l'expérience du Geres en climat froid, offre des solutions abordables de rénovation des logements à ces ménages précaires,

pour plus de confort et moins de charbon (moins de pollution de l'air et moins de gaz à effet de serre).

Une offre complète a été mise en place : matériaux certifiés, techniques standardisées et installations de qualité par des entreprises formées, avec une démarche étape par étape (des solutions simples à l'isolation complète), et des prêts bancaires adaptés. En 2021, 275 ménages ont bénéficié de solutions d'isolation simples, plus de 100 autres ont reçu une prime pour isoler leur toit et 200 diagnostics énergétiques ont été réalisés.

Mi-avril 2022, un événement de clôture a réuni les donateurs et partenaires et le ministère de la Construction. Un nouveau projet a été annoncé pour étendre cette démarche à d'autres villes du pays. ■

Projet mis en œuvre avec les pouvoirs publics, l'université mongole, l'Association nationale de la construction et People in Need. Avec le soutien de : Fondation Abbé Pierre, programme Switch-Asia de l'UE, AFD, Coopération tchèque.

Soutien aux femmes maraîchères sénégalaises

En Casamance, dans le sud du Sénégal, le réchauffement climatique a de lourdes conséquences sur l'agriculture, notamment l'infertilité de nombreux territoires et la multiplication des sécheresses. Les femmes en sont les premières victimes, car ce sont elles qui pratiquent l'agriculture vivrière et qui nourrissent les familles...

Depuis 2020, la Fondem et le Comité de gestion de l'électrification solaire d'Ouonck (Cgeso) mènent le projet "Égales"

afin de moderniser, grâce à l'énergie solaire, sept périmètres maraîchers à destination de groupements féminins ruraux. Afin de soutenir l'achat et l'installation de pompes solaires et d'un système d'irrigation efficace et sobre, la Fondem a lancé une cagnote de financement participatif. En plus de répondre à un double objectif d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets, l'argent collecté permettra d'offrir aux femmes des conditions de vie et de travail décentes et de renforcer leur autonomisation.

Par la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, le projet a pour but d'inspirer le plus grand monde pour mettre en place un maraîchage résilient en Casamance et ainsi garantir la sécurité alimentaire pour les populations. À l'heure où nous bouclons, 2735 € ont été collectés, sur 8000 € d'objectif. ■

Lien de la collecte : <https://urlz.fr/hJ2K>

Projet mené grâce à l'appui du ministère de la Transition écologique, de la Fondation Prince Albert II de Monaco, de Synergie Solaire, de la Fondation Nexans, d'EKOenergy et de Sense Foundation Brussels, en partenariat avec le Cgeso.

Une chambre froide solaire autonome

Valorem a développé le système Cryosolar, une nouvelle "technologie verte", déployée au Sénégal, qui permet de garantir un froid fiable et continu 24h/24 et 7j/7 sans utilisation de groupe électrogène, ni d'énergie fossile. Cette chambre froide est alimentée par des panneaux photovoltaïques, couplés à une unité de stockage du froid. Installé en quelques jours et totalement autonome, ce système permet de garantir un accès au froid fiable et constant pour la conservation de tous types de produits frais (fruits, légumes, viandes, poissons...) et sensibles, comme les vaccins ou autres soins médicaux. Leur conservation dans ces zones nécessite en effet souvent une logistique complexe, sécurisée et coûteuse. Ainsi, Cryosolar répond efficacement aux enjeux sanitaires et économiques des zones isolées en permettant la redynamisation des territoires, tout en encourageant le développement économique des zones rurales grâce à un procédé propre et respectueux de l'environnement. ■



Pour en savoir plus : www.cryosolar.fr

Conférence sur l'accès à l'énergie hors réseau

La troisième édition de la Conférence annuelle sur l'accès à l'énergie, organisée par l'Ademe, l'Agence française de développement et le Syndicat des énergies renouvelables a eu lieu en mai 2022. Celle-ci a permis de restituer les travaux du groupe de travail national sur l'accès à l'énergie, d'identifier les priorités sur lesquelles il est nécessaire de se concentrer afin d'accélérer l'atteinte des objectifs d'accès universel à l'énergie et de présenter les grands enseignements tirés des exercices de capitalisation.

En tant que professionnel de l'électrification rurale et membre du groupe de travail, la Fondem est intervenue pour parler de

la valorisation des usages productifs de l'électricité à travers la méthodologie "Paméla". Un sujet qui a beaucoup fait parler pendant la rencontre et dont l'influence notoire sur la pérennité du service électrique rural a fait consensus. Un autre constat a été de dire que les miniréseaux ont besoin de subventions partout dans le monde. Afin d'encourager leur financement par les acteurs étatiques, deux messages peuvent et doivent être appuyés : les miniréseaux sont une solution efficace et abordable pour connecter les villages isolés et il est important d'anticiper l'arrivée du réseau afin de favoriser la visibilité et les investissements privés. ■

Nouvelles données sur l'énergie en Afrique

Dans l'édition 2022 de la *Revue annuelle de l'efficacité du développement*, la Banque africaine de développement fait part des avancées sur l'accès à l'énergie en Afrique. Le taux d'électrification y est passé de 42 % en 2015 à 56 % en 2021. Toutefois, l'édition 2022 du *Tracking SDG 7 : The Energy Progress Report* (rapport de suivi consacré aux

avancées de l'Objectif de développement durable n°7) de la Banque mondiale démontre le retard énorme de l'Afrique en matière d'électrification.

733 millions de personnes dans le monde n'avaient pas accès à l'électricité en 2020, dont 568 millions d'Africains. L'Afrique concentre 77,5 % des personnes dépourvues

d'électricité (contre 71 % en 2018), alors qu'au niveau mondial 91 % de la population a accès à l'énergie. C'est en Afrique subsaharienne qu'on note le taux d'électrification le plus faible. Parmi les pays les moins électrifiés de la région se trouvent le Burkina Faso, la Sierra Leone et le Niger. ■

Retrouvez les rapports.

Celui de la Banque africaine de développement :

<https://www.afdb.org/fr/raed>

Celui de la Banque mondiale :

<https://urlz.fr/iyjaF>

Témoigner des besoins en électricité

Depuis 2020, la Fondem mène le projet "Caselec" afin d'accélérer le développement de la commune de Kataba 1, au Sénégal, grâce à l'installation de kits solaires et à la valorisation des usages productifs de l'électricité. Une série d'interviews à destination des bénéficiaires du projet a été réalisée afin de mettre en lumière leurs besoins en électricité et ainsi permettre une meilleure compréhension des enjeux d'électrification rurale en Afrique. Que ce soit pour

l'éducation des enfants, les soins médicaux, le développement économique, l'émancipation sociale et financière des femmes et des jeunes, l'électricité est indispensable, mais représente encore un luxe dans de nombreux villages isolés d'Afrique. ■

Les interviews ont été réalisées par Cyril le Tourneur d'Ison et sont disponibles ici : <https://urlz.fr/iyjv>

En Guinée, l'accès à l'énergie regagne du terrain

En 2020, la Fondem a imaginé le projet "Acteurs" dont l'objectif est de mettre en place un modèle d'exploitation proposant une gamme complète de services électriques, du miniréseau à la lampe portable, dans la commune de Kouramangui, en Guinée. Ce projet prend la suite de "Pehgui", terminé en 2020, qui a permis l'installation du premier miniréseau de Guinée alimenté par centrales solaires. La crise du Covid-19 et l'instabilité politique de la zone n'ont pas permis de lancer "Acteurs" dans les temps, mais l'arrivée d'un nouveau directeur adjoint à l'Agence guinéenne d'électrification rurale (Ager) marque un réel tournant et les activités peuvent enfin démarrer.

La Fondem s'est donc rendue sur place afin de faire le point sur les modalités de lancement avec les différentes parties prenantes. La pertinence du projet ainsi que la nécessité de répliquer ce modèle dans tout le pays ont fait consensus. Une visite des centrales gérées par BDK, structure exploitante créée dans le cadre de "Pehgui", a permis d'identifier les différents problèmes à traiter et les besoins techniques des membres de l'équipe. Élément-clé du succès du projet, BDK nécessite de recevoir un appui manifeste de la part de la Fondem et de l'Ager quant à la gestion et la diversification de son offre afin de générer des revenus pérennes et réguliers.



Le projet n'aurait pas pu voir le jour sans Siddy Diallo, consultant technique et point focal des projets guinéens. Déjà impliqué dans le précédent projet, il assure le lien entre l'Ager, les autorités locales et la Fondem pour faciliter les échanges et le déroulement des activités. Personnage multi-casquettes, dynamique, disponible et compétent, il est un appui précieux pour toutes les parties prenantes, tant sur le plan technique que diplomatique. Son implication promet un avenir lumineux pour Kouramangui. ■